

Ahmed Ould Sidi Baba, président du RDU

“Nous devons essayer de nous laver les cerveaux des séquelles de quarante-cinq années de culture monolithique et antidémocratique”

De manière générale et partant de votre expérience, peut-on dépasser cette conjoncture sans risques? Comment réussir cette transition?

Cette conjoncture de transition, que j'appellerai volontiers une pause -car au fond, la vraie transition, c'est celle qui viendra après- est une période pendant laquelle tout le monde doit se remettre en cause. Et nous devons essayer de nous laver les cerveaux des séquelles de quarante-cinq années de culture monolithique et antidémocratique, que nous soyons d'ailleurs l'ancienne majorité ou l'ancienne opposition. Nous devons faire l'effort de réinterroger à nouveau la complexion naturelle des Mauritaniens, laquelle a été déformée par ces quarante-cinq années. Au fond, je considère que pendant toutes ces années, il y a eu une sorte de comédie que jouaient les pouvoirs successifs et que jouaient aussi les populations vis-à-vis de ces pouvoirs. Et que le vrai fond,

les vraies postulations, la vraie nature, les vrais besoins de la Mauritanie et des Mauritaniens n'ont jamais été interrogés par personne. Cela ne veut pas dire que les pouvoirs successifs n'ont pas, chacun, essayé de faire de son mieux, et je crois que chacun l'a fait. Mais, et pour employer une expression triviale, je crois aussi que nous avons été à côté de la plaque. Le point de départ, c'est une civilisation et une culture. C'est de cela qu'il faut parler. Car l'Etat n'existait pas, la nation n'existait pas et je crois d'ailleurs, sans exagérer, qu'ils ne sont pas encore réellement existants. Il s'agit maintenant de les faire exister. Pour cela, la période que vous appelez transition et que j'appelle période de remise aux normes, nous devons l'utiliser pour nous reprendre. Afin qu'au bout de ces 19 mois nous débouchions sur un régime qui soit capable de nous tirer vers le haut, de nous faire sortir de nous-

Suite en page 5

Ahmed Ould Sidi Baba, président du RDU

"Je suis d'avis que tous les extrémismes qui se sont développés dans ce pays ont pour origine le déni de liberté et le monolithisme politique"

Suite de Une

mêmes, de nous faire faire de nouvelles choses. Surtout s'agissant de l'unité nationale au sens de la création d'un citoyen et donc d'une nation, et non pas de plusieurs citoyens, chacun issu d'un univers donné; il s'agit ensuite de la refonte intégrale et complète de notre système administratif, qui, s'il est maintenu tel qu'il est, et quelle que soit la qualité de nos cadres, n'aboutira à aucun développement réel du pays; il faut ensuite que le pouvoir nouveau soit capable de nous orienter résolument, avec détermination et avec intelligence, vers les intégrations économiques. Il s'agit enfin que ce pouvoir soit capable de rendre à la civilisation et à l'extrême génie de ce peuple, la place qui leur revient au plan africain, arabe et international.

Voilà ce que je considère comme les objectifs essentiels du futur régime et voilà pourquoi j'appelle phase de transition la période qui viendra après les dix-neuf mois, une transition entre l'ère monolithique et la vraie culture démocratique à laquelle nous aspirons. Mais pour arriver à ce changement, il faut que nous assumions, tous, pour répondre plus exactement à votre question, cette phase que vous appelez transition, incarnée par le Conseil militaire et le gouvernement qu'il a choisi et traduite dans les engagements qu'ils ont souscrit vis à vis du peuple mauritanien.

Comment?

Pour les ménager eux et cette phase, pour faire qu'elle aboutisse aux objectifs que nous en attendons tous, il y a lieu d'abord de recréer un peu d'espoir et de ne pas continuer l'auto-flagellation qui fait que nous disons tous que la presse est nulle, que les partis politiques ne valent rien et n'ont pas de programme, que tout ce que fait l'Etat est mauvais, hier comme aujourd'hui d'ailleurs. Il faut chercher à créer l'espoir chez les gens, et un peu de sérénité aussi. Il faut que les acteurs politiques, qu'ils s'appellent partis, société civile ou autres, acceptent d'être quelque peu réalistes, et, surtout, de réaliser ou de commencer à réaliser une scène politique capable de générer les objectifs que nous avons définis. Il nous faut un régime de transition démocratique qui nous fera aboutir, au bout de cinq ans je l'espère, à une situation de vraie démocratie, de vraie culture démocratique, de vraies valeurs démocratiques, d'une vraie presse professionnelle habitée par la déontologie qui doit être la sienne; à une vraie société civile où les associations et les Ong s'inscriront, grâce à une réforme profonde de notre système administratif, dans des objectifs clairs de développement, grâce à une administration renouvelée qui aura mis en place une nouvelle planification économique et sera capable de faire une nouvelle régulation de l'économie qui permette que celle-ci soit rentable. Pour cela, nous ne devons pas nous rabaisser à des niveaux trop bas, chicaner sur tout et sur rien. Nous avons, aujourd'hui, des gens qui annoncent et qui en donnent la preuve, qu'ils sont décidés à créer les conditions d'une

vraie démocratie. Ils nous donnent la possibilité de discuter de tout. Nous ne devons pas pousser la frénésie démocratique jusqu'à croire que tout doit être remis en cause, que tout doit se traiter sur la place publique, et que l'Etat n'existe plus et n'est là que pour organiser des rencontres entre les acteurs politiques. Il faut quand même un minimum d'Etat, aussi bien aujourd'hui que demain par rapport à la phase actuelle comme par rapport au régime qui la remplacera.

Donc, à votre avis, ces concertations à n'en pas finir ne sont pas fondamentalement nécessaires...
Non, ce n'est pas du tout ce que j'ai dit. Elles sont nécessaires, indispensables et extrêmement utiles. Aussi bien sur le plan psychologique que sur le plan pratique. Je crois tout simplement qu'il ne faut pas pousser le bouchon trop loin. Croire que parce qu'il y a une concertation tout doit être remis en cause, tout doit être objet de débats sans fin. Il faut se concerter et aller à l'essentiel. Et quand les gens nous proposent quelque chose de raisonnable, ce n'est pas la peine d'en faire une histoire qui n'en finit plus. Vous pouvez prendre des exemples. A ce propos on peut parler de la commission électorale indépendante. Il était nécessaire, surtout sur le plan psychologique et particulièrement sur le plan international, de créer une commission électorale indépendante, je n'en disconviens pas. Encore qu'à mon avis, à partir du moment où l'Etat est neutre et parfaitement neutre, c'est-à-dire n'a pas de parti et n'a pas de candidat, nous devrions être comme tous les Etats normaux. Nous devrions avoir un ministère de l'Intérieur capable d'organiser correctement des élections. Mais j'accepte bien qu'il faille aujourd'hui passer par cette phase de commission électorale indépendante. De quoi s'agit-il? C'est un organisme pour lequel on choisit des personnalités connues, telles que décrites d'ailleurs dans l'ordonnance, pour leur intégrité, leur expérience, leur sagesse. Mais quand les pouvoirs publics qui ont en charge d'organiser des concertations nous font une proposition et la font de manière particulièrement démocratique en nous donnant une liste de personnalités - une trentaine, parmi lesquelles il faut choisir une quinzaine de personnes - je pense qu'on peut objecter ceci ou objecter cela. Mais on ne doit pas exiger que tout soit remis en cause et que chacun fasse ses propositions et qu'on passe des journées et des journées et des semaines à échanger des lettres, des discussions et des correspondances sur telle ou telle personne, et moi je propose ceci et toi tu proposes cela. La liste proposée est composée à mon avis de personnalités tout à fait honorables et respectables et on aurait bien pu choisir parmi ces trente personnes les quinze qui composeront la commission. Si un parti ou une organisation non gouvernementale a envie de voir une personne qu'elle trouve particulièrement méritante y figurer, il n'y a pas de problème, il suffit qu'elle la propose. De là à en faire un

cercle qui ne se termine plus de débats et de discussions, je crois que ce n'est pas positif. Il faut réserver le vrai débat et les discussions à des choses autrement plus essentielles. Il faut bien accepter qu'il y ait quelque chose qui propose et que lorsqu'il le fait, nous l'acceptons et passons à autre chose.

Cette CENI, pour y revenir, dont le travail sera de superviser les élections et le travail de l'administration, est-ce que la question du découpage électoral, qui va être essentielle, a été discutée entre les différentes parties ou est-ce que c'est laissé à la discrétion de l'administration?

Pour l'instant, à ma connaissance, cette question n'a pas été posée. Je pense que ce n'est pas encore le moment de l'évoquer. Je crois que le moment venu, les partis discuteront avec l'administration de cette question. Pendant les journées de concertation, on a parlé des candidatures indépendantes, de proportionnelle, de toutes ces choses. Mais le découpage électoral n'a pas été à l'ordre du jour. Cela viendra en son temps. Pour le moment le pouvoir en place n'est pas concerné par les partis politiques. C'est quand il y aura un régime soutenu par une majorité parlementaire qu'il sera question de débattre, à mon avis, du découpage électoral. Vous savez, dans les pays démocratiques, toute majorité qui arrive au pouvoir fait le découpage électoral, le mode de scrutin à sa convenance, et celle qui la remplacera le refait aussi à sa convenance. Or aujourd'hui, nous nous trouvons dans une sorte de vacuité par rapport à l'engagement politique de l'Etat. Nous devons donc faciliter la tâche en réservant ces questions de découpage électoral pour une phase ultérieure.

Et la scène politique dans sa configuration actuelle, ou ce qui en tient lieu, croyez-vous qu'elle est capable de participer, pour le moment, de manière positive dans cette pause ou cette transition?

Je suis de ceux qui ont la faiblesse de créditer les Mauritanien de beaucoup de génie, d'intelligence et de capacités. Et je crois qu'ils sont tout à fait capables de se reprendre. Je parle ici de nous tous, y compris moi-même, pour nous inscrire dans la perspective des vraies valeurs démocratiques. Nous avons la scène politique qui correspondait à l'état d'avancement de la démocratie, c'est-à-dire à un point de départ. Je suis certain qu'avec l'instauration de la démocratie véritable, la scène politique va évoluer. D'ici là, il faut que nous cessions d'être dans la culture de l'auto-flagellation et de croire qu'il n'y a rien qui vaille chez nous. Nous avons bien des choses qui sont bonnes et des décisions qui sont prises qui sont aussi bonnes et d'autres moins bonnes. C'est ça la vie. La scène politique n'est pas ce qu'il y a d'idéal, évidemment, en matière de démocratie aujourd'hui. Mais elle est appelée à évoluer. Et pour la phase de transition que nous vivons, les partis politiques qui existent et la société civile, les leaders

d'opinion, la presse, tout ce à travers lequel la Mauritanie profonde s'exprime, tout ce monde là va s'acheminer vers des reconstitutions, des coalitions et l'édification d'une scène politique digne des valeurs démocratiques que nous sommes en train d'envisager de créer dans ce pays.

Il y a déjà un fait, quelque chose de vrai sur cette scène, c'est son éclatement... Il n'y a pas encore de coalition ni de tendance à un rassemblement de ces partis qui puisse orienter à court terme vers une majorité définie. Partagez-vous cette impression?

Je ne sais pas si vous parlez de la scène politique antérieure à cette période ou de la scène politique future. Je crois qu'il faut laisser à la scène politique actuelle le bénéfice du doute d'ici les élections. Mais je suis sûr aussi que des coalitions se feront, des regroupements et des rapprochements se feront. Et c'est souhaitable car l'atomisation de la politique, ce n'est jamais bon. Les choses étant ce qu'elles sont et la règle du jeu devenant la démocratie, il est évident, dans l'immédiat, de s'orienter vers des coalitions et des regroupements, c'est ce que je souhaite en tout cas. Pour nous orienter, dans un futur lointain, comme dans toutes les démocraties, vers une bipolarisation de la vie politique qui se traduira à travers deux grandes formations qui alternent au pouvoir. Mais ceci est encore loin. Pour le moment, les élections futures se feront avec des coalitions et des regroupements.

Sur la scène électorale proprement dite, il y a des vecteurs réels du vote (communauté, tribu, localité, ethnique...) qui sont encore très importants et qui ne seront pas immédiatement supplantés par les partis présents ou qui s'annoncent pour la compétition. Est-ce que jouer sur cette liberté-là pour des raisons électoralistes vous semble dangereux, ou est-ce les vrais discours qui pourra animer le foule? Nous sommes en réalité déjà inscrits en perspective des échéances électorales...

Quand on fait de la politique dans une société donnée, on est obligé de s'inscrire dans la réalité de cette société. Au RDU, nous avons toujours rejeté le point de départ tribal, régional ou clanique. Nous avons toujours dit aussi, simultanément, que nous n'avons pas honte d'avoir des tribus et des ethnies. Il ne faut pas considérer que c'est une tare originelle. Les tribus existent partout. En France, elles s'appellent les Bretons, les Corses, etc. Chez nous elles existent, mais le monolithisme a eu tendance à les utiliser en exploitant leurs côtés les plus négatifs et jamais leur aspect positif. La démocratie future que nous sommes en train d'installer devra cesser, d'en faire un point de départ et cesser, tout en décriant, le tribalisme et le régionalisme de les exacerber dans leurs aspects les plus négatifs. Je prétends que si on cesse de parler des tribus ou des ethnies et que l'on crée un cadre dans lequel la politique peut se faire à travers les outils politiques que sont les partis, très rapidement les tribus seront réduites à leur rôle familial. Elles sont malgré tout un creuset de valeurs morales, culturelles et civilisationnelles, et sont, surtout un creuset d'une solidarité qui n'a pas besoin de lois, une voie de répartition de la richesse

quand elle existe chez certains, un moyen de conservation de notre patrimoine culturel et spirituel. Ces tribus cesseront donc d'être un point de départ politique et les partis deviendront les tribus des hommes politiques lesquels, quand ils sont en dehors de la politique, regagneront leur famille une fois le travail politique terminé. Et l'on ne peut pas leur reprocher de regagner leur famille élargie qui s'appelle tribu ou ethnique ou clan. Mais cela demande l'exercice de la démocratie. C'est dans ce sens que je dis que la future transition devra nous mettre sur cette orbite-là. Nous sommes contre le tribalisme mais pas contre la tribu, contre l'ethnisme mais pas contre l'ethnie. Il faut cesser d'utiliser les particularismes raciaux ou régionaux comme des tremplins politiques et aussi d'en faire des ennemis hypocritement, en niant leurs aspects positifs.

Si l'on dépasse le discours sectaire vers un discours plus global, ce qui se présente comme modèle serait, schématiquement, un discours conservateur et un discours libéral dans son expression la plus "moderniste". Dans un pays où le discours islamiste a quand même une valeur, ne risque-t-on pas de tomber dans une dualité, dans un clivage entre un discours islamiste conservateur et un discours moderniste, libéral, en somme, laïc ou tendant vers la laïcité...

Moi, je suis d'avis que tous les extrémismes qui se sont développés dans ce pays et qui sont contraires à la nature de l'islam sunnite tolérant des Mauritanien, ont pour origine le déni de liberté et le monolithisme politique. A partir du moment où les gens seront libres de s'exprimer, d'exprimer leurs différences et leurs choix, l'islam ne posera jamais un problème dans ce pays. Parce que nous avons un islam qui, lui-même, était pratiqué à travers des confréries, des tariqa, et n'a jamais, sauf cas très rares, entraîné de problèmes entre les populations. Je considère aussi que tous les partis mauritanien, par leur constitution, sont forcément des partis islamiques, car nous avons tous en commun cet islam et nous avons tous une politique de l'islam et non pas l'islam de la politique. A partir du moment où les gens sont libres et libérés, l'islam deviendra ce qu'il a toujours été, un islam sunnite mauritanien caractérisé par sa convivialité. Quant à ces catégorisations-là, conservateurs, modernistes ou gauchistes, libéral ou étatiste... Je crois que les idéologies sont mortes avec la disparition du communisme. Il s'agit aujourd'hui d'être pragmatique. Ce qui est bon pour l'économie du pays et son développement, il faut le prendre, qu'il soit dans une vision socialiste ou libérale. Evidemment il faut s'éloigner du libéralisme sauvage. Et si, comme je l'ai dit, nous pratiquons une politique de l'islam, nous n'allons pas choisir le libéralisme sauvage. Nous serons obligés d'aller vers une économie où la solidarité, le soutien des citoyens les uns les autres est la règle, car c'est cela l'islam. A partir du moment où les vraies valeurs démocratiques s'installeront, nous nous éloignerons de toute déviation et de tout extrémisme.